

Investir dans la vie

Répondre aux besoins des pauvres en matière d'accès aux médicaments grâce à l'entrepreneuriat responsable

Les initiatives prises actuellement par l'industrie pharmaceutique pour permettre aux populations pauvres d'avoir accès aux médicaments présentent d'importantes lacunes. Afin de remédier au déclin de ses propres performances économiques, l'industrie se tourne de plus en plus vers les énormes marchés potentiels que représentent les économies émergentes. Et pourtant, les populations pauvres vivant dans ces pays manquent toujours désespérément de médicaments abordables et appropriés. Le moment est venu pour une approche nouvelle et plus audacieuse. L'industrie doit placer l'accès aux médicaments au cœur de ses processus décisionnels et de ses pratiques. Sur le long terme, cette attitude sera une stratégie commerciale durable et permettra également à l'industrie de mieux jouer son rôle dans la mise en application du droit universel à la santé.

Résumé

L'accès aux médicaments représente le droit fondamental des peuples à la santé. Tandis que les gouvernements ont la responsabilité d'assurer l'accès aux soins de santé à tous leurs citoyens, l'industrie pharmaceutique est, quant à elle, responsable de fournir un élément vital – les médicaments.

En 2002, Save the Children, VSO (Voluntary Service Overseas) et Oxfam publièrent « Beyond Philanthropy »¹, un rapport qui faisait appel à l'industrie pharmaceutique afin que celle-ci contribue à faire face à la crise sanitaire dans les pays en développement. Le rapport mit l'industrie au défi d'adopter des politiques dans cinq secteurs : la fixation des prix, les brevets, les partenariats public-privé, la recherche et le développement et l'utilisation appropriée des médicaments. Depuis la publication de ce rapport, l'industrie a avancé de façon hésitante dans certains de ces secteurs en n'adoptant principalement que des politiques limitées qui permettent de promouvoir l'accès aux médicaments dans le cas de maladies très répandues telles que le VIH/Sida, la tuberculose et la malaria.

Toutefois, assurer l'accès de millions de pauvres aux médicaments dont ils ont besoin reste un défi énorme, étant donné l'apparition de nouvelles affections, la réémergence « d'anciennes » maladies, la menace de pandémies et le fardeau croissant des maladies non communicables dans les pays en développement. La malaria fait un million de victimes chaque année — principalement des enfants et des femmes enceintes² — et la tuberculose deux millions. La moitié des décès dus à un cancer ont lieu dans les pays en développement. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les cas d'asthme augmentent en moyenne de 50 pour cent tous les dix ans dans les villes du monde en développement³. De nos jours, 85 pour cent de la population mondiale n'a pas les moyens de s'acheter des médicaments.⁴

Les approches actuelles de l'industrie pharmaceutique ne répondent pas au problème de manière efficace. Les lacunes principales incluent :

- l'incapacité d'appliquer des mécanismes de prix différenciés systématiques et transparents à des médicaments qui ont une valeur thérapeutique pour les populations pauvres des pays en développement, de manière à ce que les prix soient fixés d'une manière standard qui reflète à la fois les moyens financiers de ceux qui les achètent et le prix des versions génériques là où elles existent ;
- le manque de recherche et développement (R&D) qui permettrait de pallier la pénurie de produits spécialement destinés aux maladies qui affectent avant tout les populations pauvres de ces pays. Ceci inclut des formulations pharmaceutiques spécialement adaptées au monde en développement. Entre 1999 et 2004, seuls trois nouveaux médicaments pour les maladies négligées sont apparus parmi les 163 nouvelles entités chimiques (NEC)⁵ ;
- un manque constant de flexibilité dans la protection de la propriété intellectuelle, et dans certains cas un lobbying actif menant à une réglementation encore plus stricte des brevets et à des litiges

concernant la protection de la santé publique menée par les gouvernements en accord avec les ADPIC, empêchant ainsi la population pauvre d'accéder à des versions génériques peu coûteuses de médicaments essentiels ;

- un trop grand intérêt pour des donations qui, par nature, sont imprévisibles et causent une disparité sur le marché des médicaments à faible prix tout en minant la compétition des produits génériques.

Oxfam pense que les firmes pharmaceutiques ont la possibilité de contribuer de façon plus substantielle et plus efficace à un meilleur accès aux médicaments. Pour les populations pauvres vivant dans des pays en développement, cette possibilité ne s'est pas développée et il y a trois facteurs qui ont empêché ces firmes pharmaceutiques de progresser.

Tout d'abord, la poursuite de stratégies qui se contentent de régir l'accès aux médicaments uniquement dans un souci d'image a donné des résultats inégaux et improvisés qui ne se sont pas transformés en solutions durables.

Ensuite, les réponses de l'industrie face à des résultats financiers en baisse — augmentation des prix, défense agressive des brevets et prolongation abusive de ceux qui sont en cours au lieu d'un investissement dans la recherche et le développement de nouveaux médicaments — ont empêché d'obtenir de meilleurs prix, de développer des approches flexibles sur la question des brevets et d'effectuer des investissements en R&D dans des maladies qui concernent directement le monde en développement.

Enfin, l'incapacité de l'industrie à considérer l'accès aux médicaments comme un droit humain fondamental défendu par des lois internationales et son incapacité à reconnaître que les firmes pharmaceutiques ont des responsabilités dans ce contexte a empêché l'adoption de stratégies appropriées.

Il est clair que des pressions sont exercées sur l'industrie pharmaceutique pour qu'elle modifie son cap. L'augmentation de l'espérance de vie entraîne une augmentation des charges financières que doivent absorber les systèmes de santé, ce qui a pour effet de stimuler la demande de prix plus compétitifs, au Nord comme au Sud. Aujourd'hui, l'industrie est invitée à plus de transparence dans l'élaboration de ses prix afin que les gouvernements et les partisans de la santé publique aient la possibilité de requérir un meilleur équilibre entre les prix qui ont été définis et la puissance d'achat des consommateurs. Le régime de la propriété intellectuelle et le modèle de développement des médicaments dicté par le marché sont tous deux critiqués car ils n'offrent aucune innovation réelle pour résoudre la crise de la santé publique mondiale.

En même temps, les investisseurs sont bien conscients du fait que cette industrie ne procure plus les profits habituels. Les économies de marché émergentes sont considérées comme le meilleur remède d'une croissance à la traîne. D'énormes possibilités apparaissent, notamment la possibilité d'effectuer à moindre prix la R&D, les essais cliniques et la production. Ces économies offrent également un potentiel financier important. Quoi qu'il en soit, pour que ces projets se réalisent, l'industrie devra reconnaître qu'une approche totalement différente est nécessaire pour aborder ces marchés :

une approche qui reflète l'immense disparité des revenus, l'impact des prix élevés sur une vulnérabilité et une insécurité qui ne font que croître, et le besoin de médicaments appropriés qui puissent convenir à tous ceux qui sont dans le besoin.

Des pressions continueront à être exercées sur l'industrie afin que celle-ci réponde aux attentes de la société en matière d'accès aux médicaments et ce, pour plusieurs raisons :

En premier lieu, un nombre croissant de gouvernements de pays en développement se sont engagés très sérieusement à offrir l'égalité d'accès à des services de santé viables. Sans offrir la solution au problème de l'accès aux médicaments, ils ne peuvent réaliser leurs buts et remplir leurs obligations envers la population. Dans le monde en développement, là où la majorité de celle-ci vit dans la pauvreté et est très sensible à l'augmentation des prix, les firmes pharmaceutiques devront implémenter des politiques de prix différenciés sophistiquées qui épousent les différents niveaux de revenus ou instituer des politiques de brevets flexibles afin que les prix restent modérés.

Deuxièmement, l'épidémiologie de la santé publique est en train de changer et l'éventail des maladies actuelles nécessite des produits appropriés. Les réalités spécifiques des pays en développement doivent être prises en considération : les médicaments doivent être utilisables, de nouveaux produits sont nécessaires et l'information, comme l'étiquetage, doivent être compréhensibles. La R&D devra refléter les réalités du terrain.

Troisièmement, la société civile demande que l'industrie assure sa part du contrat social et cette demande va devenir de plus en plus exigeante. Tandis que les modèles et les encouragements actuels permettant de fournir des médicaments appropriés, utilisables et à portée de toutes les bourses font l'objet d'un examen de plus en plus rigoureux, l'industrie pharmaceutique est en passe de subir une pression de plus en plus grande pour qu'elle adopte des stratégies différentes permettant de satisfaire le mieux possible les besoins de santé mondiaux.

Si les firmes pharmaceutiques continuent d'évoluer aussi lentement dans leur approche actuelle sans répondre aux attentes de la société, elles ne seront jamais en mesure de faire face au défi que représente l'accès aux médicaments.

Ces firmes doivent maintenant explorer avec audace de nouvelles manières de travailler et incorporer la notion d'égalité sociale dans leur mode de pensée afin de travailler d'une manière plus flexible, plus transparente et plus pratique avec un grand nombre d'intervenants. La difficulté actuelle à accéder aux médicaments peut être vaincue en plaçant les considérations de coûts et de disponibilité au centre des processus et des opérations de décision. Agir ainsi demandera une vision à long terme et beaucoup de courage de la part de ceux qui dirigent les firmes pharmaceutiques.

Oxfam pense également qu'incorporer l'accès aux médicaments dans le modèle économique de base permettra d'institutionnaliser un cadre de référence qui aidera l'industrie à prévoir les besoins de ceux qui dépendent des marchés en développement et d'y répondre. Les investisseurs qui encouragent les firmes pharmaceutiques à pénétrer les économies de marché émergentes sont très conscients de la nécessité d'adapter les prix,

de disposer de systèmes de distribution plus flexibles et de lancer des produits adaptés aux marchés auxquels ils s'adressent car ce sont là des éléments indispensables à toute stratégie commerciale.

Oxfam reconnaît que le fait de procurer un bien social par l'intermédiaire du marché représente un certain défi et qu'un échec commercial est toujours possible. Pour pallier à ce problème, une action collective est impérative.

Dans ce contexte, la société attend des firmes pharmaceutiques — elles qui ont accès au marché mondial — qu'elles développent des produits essentiels à des prix abordables, dans des présentations qui soient utilisables et de les mettre sur le marché d'une manière éthique. On attend de l'industrie pharmaceutique qu'elle satisfasse sérieusement et de manière durable à ces exigences en jouant le rôle qui est le sien dans cette responsabilité considérable que représente la santé de tous.

Notes

¹ K. Bluestone, A. Heaton, and C. Lewis (2002), *Beyond Philanthropy : The Pharmaceutical industry, corporate social responsibility and the developing world*, Oxfam, Save the Children UK, and VSO. Disponible à : www.oxfam.org.uk/resources/policy/health/downloads/beyondphilanthropy.pdf (dernière visite : octobre 2007).

² www.theglobalfund.org/en/about/malaria/ (dernière visite : janvier 2007).HH

³ World Health Organisation (2005), *Preventing chronic diseases : a vital investment*, Geneva : WHO. Disponible à : www.who.int/chp/chronic_disease_report/en/ (dernière visite : octobre 2007).

⁴ « 15 pour cent de la population mondiale consomme plus de 90 pour cent des médicaments produits dans le monde » ce qui veut dire que 85 pour cent de la population mondiale en consomme moins de 10 pour cent. P. Hunt (2007), *Human Rights Guidelines for Pharmaceutical Companies in relation to Access to Medicines*, projet du Rapporteur Spécial des Nations Unies destiné à une consultation sur le droit de chacun à jouir du plus haut standard possible de santé physique et mentale.

⁵ P. Trouiller, P. Olliaro, E. Torreele, J. Orbinski, R. Laing, and N. Ford (2002), *Drug development for neglected diseases : a deficient market and a public-health policy failure*, *The Lancet* 359 (9324) : 2188–94 ; pour une mise à jour des chiffres, voir E. Torreele and P. Chirac (2005), *Global framework on essential health R&D*, *The Lancet* 367 (9522) : 1560–1.

© Oxfam International, novembre 2007

Cet article a été rédigé par Helena Viñes Fiestas en collaboration avec Sumi Dhanarajan, Rohit Malpani, Mohga Kamal-Yanni, Phillipa Saunders et Stewart Atkins. Oxfam remercie les personnes suivantes pour leur assistance dans sa réalisation : Jennifer Brant, Barbara Dockalova, Marg Ewen, Penny Fowler, Duncan Guest, Nina Henderson-Andrade, Chalerm Sak Kittittrakul, Gopa Kumar, Jessica Lovas, Rosette Mutambi, Sophia Tickell et Shalimar Vitan. Oxfam remercie les entreprises pour leur participation dans la recherche pour cet article. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: publish@oxfam.org.uk

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique, Oxfam Allemagne, Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam France - Agir ici, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle-Zélande et Oxfam Québec. N'hésitez pas à appeler ou écrire aux organisations listées ci-dessous pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org/fr

<p>Oxfam Amérique 226 Causeway Street, 5th Floor Boston, MA 02114-2206, USA +1 617 482 1211 (Toll-free 1 800 77 OXFAM) Courriel : Hinfo@oxfamamerica.org Hwww.oxfamamerica.org</p>	<p>Oxfam Hong Kong 17/F., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tel: +852 2520 2525 Courriel : Hinfo@oxfam.org.hk Hwww.oxfam.org.hk</p>
<p>Oxfam Australie 132 Leicester Street, Carlton, Victoria 3053, Australia Tel: +61 3 9289 9444 Courriel : Henquire@oxfam.org.au Hwww.oxfam.org.au</p>	<p>Intermón Oxfam (Espagne) Roger de Llúria 15, 08010, Barcelona, Spain Tel: +34 902 330 331 Courriel : Hinfo@intermonoxfam.org Hwww.intermonoxfam.org</p>
<p>Oxfam-en-Belgique Rue des Quatre Vents 60, 1080 Brussels, Belgium Tel: +32 2 501 6700 Courriel : Hoxfamsol@oxfamsol.be Hwww.oxfamsol.be</p>	<p>Oxfam Irlande Dublin Office, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Ireland Tel: +353 1 672 7662 Belfast Office, 115 North St, Belfast BT1 1ND, UK Tel: +44 28 9023 0220 Courriel : Hcommunications@oxfamireland.org Hwww.oxfamireland.org</p>
<p>Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tel: +1 613 237 5236 Courriel : Hinfo@oxfam.ca Hwww.oxfam.ca</p>	<p>Oxfam Nouvelle-Zélande PO Box 68357, Auckland 1145, New Zealand Tel: +64 9 355 6500 (Toll-free 0800 400 666) Courriel : Hoxfam@oxfam.org.nz Hwww.oxfam.org.nz</p>
<p>Oxfam France - Agir ici 104 rue Oberkampf, 75011 Paris, France Tel: + 33 1 56 98 24 40. Courriel : Hinfo@oxfamfrance.org Hwww.oxfamfrance.org</p>	<p>Oxfam Novib (Pays-Bas) Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, The Hague, The Netherlands Tel: +31 70 342 1621 Courriel : Hinfo@oxfamnovib.nl Hwww.oxfamnovib.nl</p>
<p>Oxfam Allemagne Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Germany Tel: +49 30 428 50621 Courriel : Hinfo@oxfam.de Hwww.oxfam.de</p>	<p>Oxfam Québec 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200, Montreal, Quebec, H3J 2Y2, Canada Tel: +1 514 937 1614 Courriel : Hinfo@oxfam.qc.ca Hwww.oxfam.qc.ca</p>
<p>Oxfam GB Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK Tel: +44 1865 473727 Courriel : Henquiries@oxfam.org.uk Hwww.oxfam.org.uk</p>	

Secretariat d'Oxfam International: Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL, UK
Tel: +44 1865 339100 Courriel : Hinformation@oxfaminternational.org. Web site:
[Hwww.oxfam.org](http://www.oxfam.org)**Bureaux de plaidoyer d'Oxfam International :**
Courriel : Hadvocacy@oxfaminternational.org

Washington : 1100 15th St., NW, Ste. 600, Washington, DC 20005-1759, USA, Tel: +1 202 496 1170.

Bruxelles : Rue Philippe le Bon 15, 1000 Brussels, Belgium, Tel: +322 502 0391.

Genève : 15 rue des Savoises, 1205 Geneva, Switzerland, Tel: +41 22 321 2371.

New York : 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, USA, Tel: +1 212 687 2091.

Organisations liées à Oxfam. Les organisations suivantes sont liées à Oxfam International :

Oxfam Japon Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japan

Tel: + 81 3 3834 1556. Courriel : Hinfo@oxfam.jp Web site: [Hwww.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp)

Oxfam Trust en Inde B - 121, Second Floor, Malviya Nagar, New Delhi, 1100-17, India

Tel: + 91 11 2667 3 763. Courriel : Hinfo@oxfamint.org.in Web site:

[Hwww.oxfamint.org.in](http://www.oxfamint.org.in)

Membre observateur d'Oxfam. L'organisation suivante est actuellement membre observateur d'Oxfam et travaille vers une possible adhésion totale :

Fundación Rostros y Voces (Mexique) Alabama 105, Colonia Napoles, Delegacion Benito Juarez, C.P. 03810 Mexico, D.F. Tel: + 52 5687 3002 / 5687 3203 Fax: +52 5687 3002 ext. 103

Courriel : Hcomunicacion@rostrosyvoces.org Web site: [Hwww.rostrosyvoces.org](http://www.rostrosyvoces.org)

Published by Oxfam International November 2007

Published by Oxfam GB for Oxfam International under ISBN 978-1-84814-445-3